



Economie

Riches idées pour l'impôt mondial

Un rapport français propose des mesures innovantes pour aboutir à une fiscalité internationale.

Par Christian LOSSON
mercredi 15 septembre 2004

Jacques Chirac, vu d'ici, persifle et signe-t-il ? Ou soigne-t-il, vu d'ailleurs, ses habits de Robin des bois planétaire ? Alors que la fiscalité made in France rogne ses vertus égalitaires, le chef de l'Etat tient dur comme fer à la création d'un impôt mondial. Et milite pour une redistribution d'«une fraction des richesses créées par la mondialisation». Un groupe d'experts installé par l'Elysée en novembre a ainsi rendu hier sa copie sur l'idée de taxation (s) internationale (s). Intitulé «*Les nouvelles contributions financières internationales*», ce rapport réussit au moins deux prouesses. D'abord d'avoir pu réunir autour d'une table des amis de la finance (Trésor français, FMI), des boss de multinationales (Areva, Suez), des altermondialistes (Attac, Coordination Sud). Ensuite, et surtout, d'être capable d'articuler - politiquement - une foulditude de mesures «*économiquement rationnelles, techniquement faisables, et socialement justes*», comme l'assure Jean-Pierre Landau, président du groupe de travail...

Solutions innovantes. Comment trouver au moins 50 milliards de dollars pour enfin avoir une vraie politique de développement ? Comment tenter de financer les belles promesses, déjà dans l'ornière, contenues dans ces Objectifs du millénaire (ODM) de l'ONU lancés en 2000 et qui visent à réduire de moitié l'extrême pauvreté d'ici à 2015 ? En mettant en place un mécanisme de ressources stables, basées sur des solutions innovantes jusqu'ici restées dans les cartons. Le rapport Landau ne se veut certes pas «*révolutionnaire*». Il l'est à sa façon : ses pistes légitiment des propositions trop longtemps qualifiées d'hérétiques par la pensée économique orthodoxe. Il y a les classiques : taxe sur les transactions financières internationales, sur les ventes d'armements, le transport maritime ou aérien. Les originales : taxe additionnelle à l'impôt sur les sociétés acquittée par les multinationales, sur les paiements par carte de crédit, sur les détroits maritimes («*un bien public commun*»), une loterie mondiale. L'éventail des possibles est large. Et n'exclut pas non plus les droits de tirage spéciaux (les avoirs détenus par les membres du FMI), un appel à la philanthropie (les dons représentent 200 milliards de dollars par an), en passant par la lutte contre l'évasion fiscale et leur corollaire, les paradis fiscaux.

A ouvrir trop de portes, le rapport ne risque-t-il pas perdre en crédibilité? *«Non, si on veut un consensus, il faut proposer un panel, question de tactique»*, répond Anne Lauvergeon (Areva). Un consensus ne tient-il pas de la foire aux illusions ? *«Les choses évoluent vite, répond Landau. La Banque mondiale vient de lancer à son tour une étude, et trois pays, le Brésil, le Chili, et l'Espagne nous ont rejoints dans un groupe.»*

Réactions. Un proche de Jacques Chirac l'assure : *«Le Président a écrit à près de 60 chefs d'Etat, pays du G8, Union européenne, grands pays émergents. Les retours sont moins négatifs qu'on ne le pensait.»* Deux pays ont déjà dit tout le mal qu'ils pensaient d'une telle idée de «mieux-disant fiscal» : la Pologne et les Etats-Unis. Il y a quatre ans, Kofi Annan, secrétaire général de l'ONU, avait tenté, en vain, de mettre à l'ordre du jour l'idée d'une taxe pour financer le développement au menu des discussions sur les objectifs du millénaire. *«A chaque fois qu'il bronche là-dessus, il se fait renvoyer dans les cordes par l'administration américaine, et se voit contraint d'adopter le profil bas»*, note un diplomate. Chirac, en tout, a opté pour le profil «grand angle». Il va parler fiscalité internationale à 55 chefs d'Etat et de gouvernement ce lundi à New York. *«La bataille des idées s'engage»*, résume Landau. C'est déjà bien qu'elle ait commencé.

<http://www.liberation.fr/page.php?Article=238654>

© Libération



Événement

Mondialisation

Des pistes pour doubler l'aide actuelle

Quels secteurs ponctionner pour collecter 68 milliards de dollars supplémentaires?

Par Christian LOSSON
mardi 21 septembre 2004

Le marché aux idées des taxes internationales offre une palette large. Il y a les taxes globales (transports maritimes, déchets nucléaires, produits de luxe, Internet, etc.). Les taxes basées sur le volontariat individuel ou communal (ponction d'un centime additionnel sur la facture d'eau ou les retraits par Cartes bleues). Voire d'autres sources de financement (loterie mondiale affectée à la lutte contre le sida). *Libération* a pioché dans un panel de taxes globales «*techniquement faisables*», plus ou moins avancées dans le rapport Landau diligenté par Chirac. Une sélection et un chiffrage, aléatoire mais réaliste, entre les impôts «*correcteurs d'externalités négatives*» (transaction, environnement), les «*moralisateurs*» (armement) ou les «*redistributeurs*» (multinationales, fortunes). Objectif : récolter au moins 68 milliards de dollars pour doubler le montant de l'aide publique au développement.

Les grandes fortunes : 10 milliards

Au moment où l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) est dans le collimateur de la droite, la commission Landau évoque l'idée d'une fiscalité. Riche idée redistributive, car les extrêmes n'ont jamais été aussi opposés. Selon le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), les 1 % les plus riches de la planète accaparent autant que les 57 % les plus pauvres. «*Une évaluation grossière de 5 000 milliards d'avoirs taxables au taux forfaitaire très bas de 1 % produiraient 50 milliards de dollars*», estime Jacques Cossart, d'Attac. En ces temps de mansuétude vis-à-vis des gros salaires et des énormes patrimoines, partons sur un taux de 0,2 %. En poche : 10 milliards. Largement supportable.

Les émissions de carbone : 25 milliards

La taxe incontournable, la plus commentée, car elle surfe sur l'idée de protéger l'air, de plus en plus menacé. Les émissions de carbone (transport, chauffage, électricité)

participent au réchauffement de la planète. Une taxe sur le carbone, calculée de façon à compenser la totalité du coût économique de l'effet de serre (au moins 100 dollars la tonne d'équivalent carbone) suffirait à doubler l'aide publique. *«Même avec un taux inférieur, de l'ordre de 10 dollars par tonne, la cagnotte se monterait entre 10 de 20 milliards»*, écrit le rapport Landau. Partons pour 25 milliards. Autre piste : doper des taxes existantes. Helmut Reisen, du centre de développement des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), calcule qu'une surtaxe planétaire de 1 centime d'euro par litre de carburant permettrait *«une recette fiscale de 130 milliards par an»*. Imaginable.

Les transactions financières : 10 milliards

Combattre la volatilité financière, mettre du sable dans les rouages, c'est l'idée de la taxe Tobin, popularisée par Attac. *«Elle reste idéologiquement difficile à justifier»*, dit un membre de la commission Landau. Un taux d'imposition de 0,01 % sur les transactions de change (1 200 milliards de dollars par jour) pour lutter contre la spéculation rapporterait entre 18 et 36 milliards selon de nombreux économistes. *«Les banques centrales grimperaient illico au rideau»*, rappelle un proche de Chirac. Quid d'une taxe sur les transactions de valeurs mobilières (action, obligations, titres d'Etat) ? Il est possible de se *«recentrer»* sur un impôt sur ces transactions, s'élevant à 210 milliards de dollar par jour. Une ponction de 0,005 % rapporterait 10 milliards par an. Acceptable.

Les bénéfices des multinationales : 10 milliards

Le rapport Landau l'assure : *«L'option d'une taxe additionnelle sur le bénéfice des grandes entreprises internationales doit être examinée.»* Pourquoi ne pas se pencher sur les 64 000 multinationales et 870 000 filiales dont les bénéfices sont liés à la mondialisation. Selon la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (Cnuced), les 100 plus grandes pesaient 4,3 % du produit intérieur brut (PIB) mondial contre 3,5 % en 1990. Pourtant, beaucoup *«optimisent»* leurs charges fiscales *via* des transferts intrafirmes. A l'heure actuelle, les recettes fiscales des 1 000 plus grandes multinationales (classées selon leur capitalisation boursière) rapportent près de 1 000 milliards de dollars annuels. Un très (trop) maigre 1 % symbolique sur ces recettes dégagerait 10 milliards de dollars. Indispensable.

Le transport aérien : 8 milliards

Un pollueur majeur, exonéré du protocole de Kyoto. Que faire ? Taxer le kérosène consommé dans les pays d'approvisionnement, à hauteur de 3,65 dollars par tonne par exemple, et totaliser 74 milliards de recettes ? Pour l'instant, les conventions bilatérales de transport aérien ne veulent pas en entendre parler. Et les Etats-Unis mettent leur veto. Piocher des dollars dans l'utilisation des couloirs aériens, *«une sorte de redevance»* de l'air, comme l'assure le rapport ? De quoi faire rentrer dans les caisses 10 milliards de dollars, mais cela renchérirait le prix des billets de 2,5 %.

Pas gagné à l'heure où la crise du secteur aérien est consommée, sur fond de hausse du prix du baril... Pourquoi, alors, ne pas jouer la carte de la «discrimination positive» en ponctionnant dans les premières classes et les classes affaires : *«Une taxe de 5 % dégagerait 8 milliards de dollars.»* Concevable.

Les ventes d'armement : 5 milliards

Une idée politiquement correcte, défendue par un grand nombre d'ONG ou de politiques, tel le président brésilien Lula. Selon le département d'Etat américain, le commerce mondial «légal» des armes s'élevait à 51,5 milliards de dollars en 1999. Un chiffre loin du commerce «réel», ou des dépenses militaires dans le monde, 956 milliards en 2003, selon l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (Sipri). Si l'on s'en tient à la vitrine légale des armes, un prélèvement de 10 % rapporterait donc 5,1 milliards de dollars. Un chiffre proposé par le rapport Landau comme le centre de développement de l'OCDE. Seul hic avancé par les experts : une taxe sur les ventes officielles favoriserait la clandestinité et l'illégalité. Jouable.

<http://www.liberation.fr/page.php?Article=240078>

© Libération



Événement

Mondialisation

Une idée qui, petit à petit, sort du nid de l'utopie

Autrefois méprisé, le concept de taxe internationale fait son chemin dans les débats d'experts.

Par Vittorio DE FILIPPIS et Christian LOSSON

mardi 21 septembre 2004

«*Les pays riches n'ont rien compris. Un monde se fissure sous leurs yeux, et ils ne font rien. Ou si peu.*» La confidence est signée James Wolfensohn, président de la Banque mondiale. Ce n'est plus un lamento. C'est une déprime généralisée. Tous les acteurs du développement le concèdent : le petit train du développement, tortillard déjà essoufflé, quitte les rails du tolérable, s'ils en existent. La mondialisation a peut-être sorti, depuis 1970, 400 millions de personnes de la pauvreté, mais elle marginalise les plus pauvres des pays pauvres (ou riches). Ainsi, 54 pays sont aujourd'hui plus pauvres qu'en 1990, rappelle le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud). Au rythme actuel, l'Afrique devra attendre l'année 2129 pour assurer l'accès de tous à l'école primaire et 2156 pour réduire des deux tiers la mortalité infantile.

Et pourtant. La communauté internationale s'est bien assignée, en septembre 2000, une cible sans précédent : quantifiée, datée, martelée. Ce sont les «Objectifs de développement de millénaire» (ODM) de l'ONU qui visent à supprimer l'extrême pauvreté d'ici à 2015. Mais voilà, riches du Nord, pauvres du Sud (ou inversement), pas un seul gouvernement ne croit au respect des engagements qu'ils ont eux-mêmes actés. «*L'effet post-11 septembre de lutter avant tout contre le terrorisme n'a rien arrangé*», assure un diplomate britannique. Et le sommet de Monterrey (Mexique, mars 2002) sur le financement du développement n'a accouché que de souris.

Evoquée par des ONG (dont Attac), relayée par Jacques Chirac, notamment lors du sommet de la terre de Johannesburg en septembre 2002, l'idée d'une taxe mondiale creuse son sillon. Par «*acte de raison et de paix*», comme le dit Catherine Colonna, porte-parole de l'Elysée ? Souci d'éthique ? Devoir de solidarité ? «*Pas seulement*, raconte un membre de la commission Landau. *Aujourd'hui, plus personne ne croit qu'à elle seule la mondialisation pourra enrayer l'extrême pauvreté.*» Il urge de faire pleuvoir des dollars au niveau global. «*De vrais financements capables d'apporter des*

réponses financières sur le long terme dans les pays du Sud», ajoute le responsable d'une agence de développement. Les pays nordiques, les seuls à aller au-delà des promesses de consacrer 0,7 % de leur PNB au développement, grincent des dents. La Grande-Bretagne, elle, a son joker : la facilité internationale financière (IFF), qui, *via* des émissions obligataires garanties par les Etats des pays riches, avancerait des liquidités aux pays en développement. C'est une possibilité. Mais elle ne répond qu'en partie à l'évidence économique d'une taxe internationale, propre à assurer un financement stable et pérenne. Comment imaginer qu'on puisse poursuivre la voie de l'intégration marchande - la marchandisation du monde, disent les altermondialistes - sans être confrontés (tôt ou tard) aux dérèglements qu'elle peut générer. Le réchauffement climatique l'illustre : il frappe tout le monde, sans distinction. Pareil pour la biodiversité, l'accès aux soins des populations des pays du Sud. Ce sont les fameux «biens publics mondiaux» qu'il s'agit de sanctuariser.

Du coup, *«la taxe mondiale, jouet pour initié il y a cinq ans, sort du débat d'expert, du scepticisme»,* confie Jean-Pierre Landau, président du groupe de travail initié par Jacques Chirac. La preuve, ajoute Alain Le Roy, du ministère des Affaires étrangères, *«trois grands pays nous ont rejoints, la Banque mondiale en a parlé en avril, le prochain G8 devrait la mettre à l'ordre du jour».* Chirac joue la carte «Sud», multipolaire, face à l'unilatéralisme de l'empêcheur de taxer en rond : les Etats-Unis. Où, depuis 1997, une loi (démocrate) proscrit toute contribution à des organisations internationales qui défendraient l'idée d'une taxe *«hérétique»*. Les plus rétifs à toute fiscalité rappellent que l'évasion fiscale des pays en développement pèse 50 milliards de dollars par an. L'équivalent de ce que devrait trouver un impôt mondial.

<http://www.liberation.fr/page.php?Article=240079>

© Libération



Événement

Mondialisation

Huit mois pour «briser un tabou»

Mandatée par Chirac, la commission Landau a planché sur une fiscalité planétaire.

Par Vittorio DE FILIPPIS et Christian LOSSON
mardi 21 septembre 2004

Jacques Cossart - et il n'est pas le seul - se pince encore. Quand, l'automne dernier, cet économiste, membre du conseil scientifique d'Attac, reçoit un courrier qui l'invite à rejoindre un groupe de travail mandaté par le chef de l'Etat pour plancher sur un impôt mondial, il s'interroge. A chaque consultation de la «société civile» par Jacques Chirac, la question revient en boomerang. Encore une invitation alibi pour mieux préempter des thèmes de solidarité ? D'autant que l'hôte de l'Elysée a toujours balayé l'idée d'une taxe Tobin. Cossart n'hésite pourtant pas. *«On nous offrait une tribune sur notre thème de prédilection : montrer la nécessité d'une fiscalité internationale, l'archétype même de la contrainte par la loi du néolibéralisme...»*

Divergences. Une tribune pas vraiment squattée par des amoureux du refrain portolégrien, ce *«Un-autre-monde-est-possible»*. Il y a là des sommités du ministère des Finances, des dirigeants de multinationales, un pont de la Fonds monétaire international (FMI), le tout présidé par un inspecteur des Finances, Jean-Claude Landau. *«Au début, les divergences étaient telles qu'on pouvait craindre qu'il n'y aurait jamais matière à s'entendre sur un texte commun»*, rappelle l'un des membres. Pendant huit mois, le groupe de travail va entendre 80 cadors ès fiscalité, et mouliner à coups de réunions sur *«la commande politique»*. Finalement assez simple. *«L'idée était de briser un tabou : oser démontrer qu'il fallait trouver une tirelire pour réguler la mondialisation»*, raconte un proche de Chirac. Mettre en branle, dit un expert, *«un accompagnement financier destiné à minimiser la casse»*. Henri Rouillé d'Orfeuil, à la tête de la Coordination Sud, réseau d'ONG, l'assure : *«Chirac a eu l'intelligence tactique de nous faire plancher sur la collecte de ressources pour une meilleure justice mondiale. Credo sur lequel on planche depuis des années...»*

Même les plus orthodoxes sont obligés d'en rajouter. *«Lors d'une rencontre avec Chirac, le directeur du Trésor s'est même trouvé à faire l'apologie d'une taxe sur les multinationales que j'avais proposée»*, se souvient Cossart. Et Flemming Larsen, directeur européen du FMI, a fait le dos rond. *«C'est pourtant une remise en cause*

des années de défense ardente des bienfaits du marché et de l'ouverture économique», souligne un diplomate. Sans parler du milieu du business. Il y a cinq ans, pour un grand patron, parler impôt mondial conduisait au bûcher des vanités gauchisantes. «C'est vrai, une fiscalité internationale a un sens économique, il y a eu un rapprochement avec les ONG», avoue Michel Didier, directeur d'un centre de recherches sur les entreprises (Rexecode).

Coup de baguette. Anne Lauvergeon, présidente d'Areva, s'est même découvert, selon un proche de Chirac, *«une quasi-passion»* pour le dossier. Elle assure avoir *«appris beaucoup de choses»*. Pas par idéalisme. *«Le réalisme, c'est de faire face aux problèmes auxquels on est confronté»,* dit-elle. C'est déjà ça. *«Les patrons, veut croire un haut fonctionnaire du groupe, ont compris au moins une chose : que les entreprises ne pouvaient pas rester éternellement dans la posture.»*

Les divergences ne s'estompent pas sur un coup de baguette, fût-il élyséen. Sorti du plus petit dénominateur commun (vive une taxe internationale), ça coince toujours. Sur l'universalité ou non d'un tel objet. Sur une fiscalité supranationale. Sur les modalités de collecte et d'affectation de ce panel d'impôts. Jacques Cossart, lui, s'est voulu explicite. Un soir, au terme d'une réunion de six heures, il interroge le chef de l'Etat : *«Ce que vous faites à l'échelon international est important pour les peuples. Pourquoi ne le faites-vous pas pour le vôtre ?»* Chirac, a, paraît-il, souri. Cossart, lui, a souri un autre soir. A un membre qui se désole que l'aide publique ait financé une école en Afrique désertée par des enfants poussés au travail, le même Chirac s'est emporté : *«Je ne peux pas vous laisser dire ça, c'est l'image même du bon nègre qui fait travailler les enfants ? Qu'est-ce qu'on a fait, nous pendant toute notre période coloniale ?»* Cossart s'en pince encore.

<http://www.liberation.fr/page.php?Article=240080>

© Libération



Événement

Mondialisation

A savoir

mardi 21 septembre 2004

Tobin

Prix Nobel d'économie en 1981, l'Américain James Tobin a proposé de taxer les mouvements spéculatifs de capitaux. Il est devenu, à son corps défendant, le symbole du mouvement altermondialiste, et notamment d'Attac qui en a popularisé l'idée. La plupart des calculs assurent qu'une taxe de 0,01 % dégagerait près de 30 milliards de dollars.

2,8 milliards

de personnes, soit plus de la moitié de la population des pays en développement, ont moins de 700 dollars par an pour vivre, selon la Banque mondiale, et 1,2 milliard d'entre eux moins d'un dollar par jour. 33 000 enfants meurent chaque jour de maladie ou malnutrition.

L'aide au développement

En volume, les Etats-Unis restent le premier donneur d'aide au monde (mais le plus faible contributeur en pourcentage de leur PNB, avec 0,12 %), suivis du Japon, de la France, de l'Allemagne et du Royaume-Uni.

0,7 % du PNB

Le Danemark, les Pays-Bas, la Norvège, le Luxembourg et la Suède sont les seuls pays à remplir cet objectif préconisé par les Nations unies en matière d'aide au développement. Trois autres se sont fixé une date précise pour l'atteindre : l'Irlande (2007), la Belgique (2010) et la France (2012).

«Avec 2 milliards de dollars par an, on assure la scolarité primaire de tous les enfants d'Afrique subsaharienne »